

F 90 — 2774

17 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié le 31 mars 1988 et le 25 novembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1989, fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence, justifiée par la nécessité de prendre au plus tôt les mesures indispensables à l'octroi d'allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études, donné le 23 mai 1990;

Vu la délibération de l'Exécutif du 16 juillet 1990;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

Arrêtons :

Article 1er, § 1er. Pour l'application du décret du 7 novembre 1983 précité, est considéré comme peu aisé le candidat dont le revenu net imposable globalement, majoré du revenu imposable distinctement, et le revenu semblable des personnes, qui ont la charge de son entretien ou y pourvoient, ne dépassent pas les maxima indiqués ci-après :

1^o Pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :

- FB 204 000, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 328 400, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 428 400, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 520 200, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 601 800, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 673 200, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 71 400 pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

2^o Pour les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- FB 285 600, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 489 600, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 652 800, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 805 800, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 948 600, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1 081 200, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 132 600 pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

3^o Pour les autres niveaux d'études visés à l'article 1er du décret du 7 novembre 1983 susvisé, y compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

- FB 333 000, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 541 100, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 707 500, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 863 600, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 1 009 200, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1 144 500, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 135 300 pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

§ 2. Les montants maxima des allocations sont les suivants :

a) pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :

- FB 10 200, pour les élèves externes;
- FB 22 800, pour les élèves internes;

b) pour les 3^e et 4^e années de l'enseignement secondaire :

- FB 11 400, pour les élèves externes;
- FB 27 900, pour les élèves internes;

c) pour les 5^e, 6^e et 7^e années de l'enseignement secondaire et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- FB 12 700, pour les élèves externes;
- FB 32 900, pour les élèves internes;

d) pour l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

- FB 36 300, pour les étudiants externes, donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins,
- FB 48 400, pour les étudiants externes, ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- FB 84 700, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
- FB 96 800, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

e) pour l'enseignement supérieur :

FB 61 500, pour les étudiants externes, donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

— FB 77 000, pour les étudiants externes, ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

— FB 112 000, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

— FB 127 000, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

§ 3. 1^o Les montants maxima cités ci-dessus ne sont octroyés que dans les cas où les revenus de référence ne dépassent pas les planchers suivants :

— FB 65 000, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

— FB 105 000, lorsqu'il y a une personne à charge;

— FB 140 000, lorsqu'il y a deux personnes à charge;

— FB 170 000, lorsqu'il y a trois personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 30 000 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la troisième.

2^o Lorsque les revenus de référence sont inférieurs à la moitié des montants figurant au 1^o ci-dessus, il est attribué une allocation spéciale, s'élevant à :

— FB 16 500, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire, quelle que soit l'année d'études poursuivie;

— FB 44 000, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire, quelle que soit l'année d'études poursuivie;

— FB 55 000, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;

— FB 66 000, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

— FB 99 000, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;

— FB 110 000, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

— FB 82 000, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

— FB 92 000, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

— FB 132 000, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

— FB 143 000, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

3^o Lorsque les revenus de référence sont d'un montant intermédiaire entre celui du plafond cité au § 1er, 1^o, 2^o et 3^o et celui du plancher cité au 1^o du § 3, le montant de l'allocation est fixé en affectant le montant maximum, correspondant à la situation du candidat, d'un coefficient K obtenu en divisant le montant du plancher par les revenus de référence; le coefficient K est arrondi à la 2^e décimale.

Les montants d'allocations déterminés par cette méthode sont arrondis à la centaine de francs supérieure pour l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Art. 2. Les montants cités à l'article 1er du présent arrêté ainsi qu'à l'article 7, § 2, sont valables à partir de l'année scolaire ou académique 1990-1991.

Art. 3. Pour le calcul des allocations d'études supérieures, le nombre de personnes à charge est majoré d'autant d'unités qu'il comprend d'étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur, pour l'année académique envisagée, hormis le candidat.

Art. 4. Hormis dans les cas relevant de l'application des articles 5 et 6 ci-après, les revenus de référence mentionnés à l'article 1er sont ceux de la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Si ce revenu n'est pas connu à l'expiration du délai fixé pour l'introduction des demandes, il est tenu compte de ceux de l'antépénultième année précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Art. 5. § 1er. Si le candidat affirme pourvoir seul à son entretien, les revenus de référence peuvent être limités à ses revenus propres, s'il a disposé, dispose ou disposera de revenus professionnels et/ou de remplacement :

1^o ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

2^o ou bien pendant l'année civile même de la demande ainsi que pendant l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

§ 2. Si personne ne pourvoit à l'entretien de l'intéressé, les conditions prévues au § 1er du présent article ne s'appliquent pas :

a) à l'orphelin de père ou de mère;

b) au candidat dont les parents ou le parent survivant sont déchus de la puissance paternelle;

c) au candidat qui étant devenu majeur, cesse d'être entièrement à charge d'un C.P.A.S., d'un comité de protection de la jeunesse ou d'un tribunal de la jeunesse;

d) au candidat reconnu comme réfugié politique par la délégation en Belgique du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations-Unies;

e) au candidat qui, à la suite du divorce de ses parents, est obligé de pourvoir seul à son entretien, pour autant que le divorce ait été prononcé au cours des deux années civiles précédant l'année de la demande d'allocation.

Dans ces cas, le candidat ou, s'il est mineur, son représentant légal doit joindre, à la demande d'allocation, une déclaration écrite, avec signature légalisée attestant sur l'honneur que pendant l'année scolaire ou académique envisagée, nul ne pourvoira en tout ou en partie, à l'entretien du candidat.

§ 3. L'époux(se) peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté avant le 1er novembre de l'année scolaire ou académique envisagée.

Les revenus de référence peuvent être limités à ses revenus propres, s'il (elle) a disposé, dispose ou disposera d'un revenu professionnel et/ou de remplacement :

1° ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

2° ou bien pendant l'année civile même de la demande ainsi que pendant l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

§ 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, il est tenu compte :

1° des revenus de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée pour l'application des §§ 1er et 3 du présent article;

2° des revenus de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée pour l'application du § 2 du présent article.

Art. 6. Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, il peut être tenu compte, dans l'intérêt du candidat des éléments suivants :

A. Pour les études relevant de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur :

1. Lorsque le revenu est diminué par suite du décès, de la mise à la pension, de la prépension involontaire, du divorce ou de la séparation de fait depuis un an au moins au 31 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t, le revenu de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Il ne peut être tenu compte de cette nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année civile à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard au 1er mars de l'année scolaire ou académique envisagée.

2. Lorsque le revenu est diminué à la suite de la perte de l'emploi principal sans qu'aucune indemnité soit allouée ou de la cessation de toute activité lucrative y compris la faillite, le revenu de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Cet emploi principal ou cette activité doivent avoir été exercés pendant au moins deux années civiles au 1er janvier qui précède l'année scolaire ou académique envisagée. Il ne peut toutefois être tenu compte de la nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année d'imposition à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard le 1er mars de l'année scolaire ou académique envisagée.

3. Lorsque le revenu est diminué à la suite d'une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée ou encore lorsque le revenu est diminué pour les agents des services publics suite à une mise en disponibilité pour cause de maladie, le revenu de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Toutefois, en cas de maladie ou de chômage, il ne peut être tenu compte de cette disposition qu'aux conditions suivantes :

a) lorsque deux personnes pourvoient à l'entretien du candidat et disposent toutes deux de revenus professionnels, chacune d'entre elles doit avoir connu une période de maladie ou de chômage de 30 jours consécutifs;

b) lorsqu'une seule des deux personnes qui pourvoient à l'entretien du candidat dispose de revenus professionnels, la période de chômage ou de maladie devra être de 40 jours consécutifs ou de 90 jours pour l'ensemble de l'année;

c) lorsqu'une seule personne pourvoit à l'entretien du candidat, la période de chômage ou de maladie devra être de 40 jours consécutifs ou de 90 jours pour l'ensemble de l'année.

B. En outre, pour les études relevant de l'enseignement supérieur :

Le revenu de l'année civile suivant le début de l'année académique envisagée, servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation, si, conjointement, le candidat :

— a au moins 25 ans à la date fixée pour l'introduction de la demande d'allocation d'études;

— a disposé, au moins pendant les deux années civiles complètes, précédant le début de ses études, d'un revenu professionnel et/ou de remplacement au moins égal au minimum imposable à l'impôt des personnes physiques;

— s'engage à cesser ou interrompre ses activités professionnelles pour toute la durée de ses études.

Art. 7. § 1er. Le montant des revenus est constaté par des états établis par l'Administration des contributions directes.

§ 2.1° L'allocation accordée en application des articles 5 et 6 est attribuée, dans un premier temps, à titre provisoire. Son montant s'élève à :

— FB 5 000, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;

— FB 12 000, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;

— FB 20 000, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;

— FB 35 000, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;

— FB 27 000, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur;

— FB 49 000, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur.

2° Le montant définitif sera fixé lorsque les revenus de l'(des) année(s) devant servir de référence auront été vérifiés par l'administration des contributions directes.

§ 3. Les revenus non imposés en Belgique sont pris en considération et établis par toutes voies de droit.

§ 4. Une allocation provisoire peut être accordée dans tous les cas où les revenus de référence ne peuvent être obtenus et où cette lacune est imputable exclusivement à l'administration des contributions directes ou à son homologue à l'étranger.

§ 5. Sauf en cas de décès, de divorce ou de séparation, aucune allocation provisoire n'est octroyée lorsque les revenus de l'année civile visée à l'article 4 du présent arrêté sont supérieurs à 150 p.c. du plafond admissible fixé à l'article 1er.

Art. 8. Il faut entendre par revenus professionnels et/ou de remplacement, pour l'application des articles 5, §§ 1er et 3, et 6B, le montant des revenus professionnels, après déduction des dépenses ou charges professionnelles, des pertes professionnelles, des dépenses et abattements visés aux articles 54 et 66 du Code des impôts sur les revenus.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1989 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études est abrogé.

Art. 10. Le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'octroi des allocations et prêts d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire ou académique 1990-1991.

Bruxelles, le 17 juillet 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations Internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

N 90 — 2774

17 JULI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria die dienen voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd op 31 maart 1988 en op 25 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 5 juni 1989 tot vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria die dienen voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzaak, zo vlug mogelijk de nodige maatregelen voor de toekenning van de studietoelagen te treffen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Studietoelagen en Studieleningen, gegeven op 23 mei 1990;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 16 juli 1990;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van het voormelde decreet van 7 november 1983 wordt als minvermogen beschouwd, de kandidaat wiens gezamenlijk belastbaar netto-inkomen, vermeerderd met het afzonderlijk belastbaar inkomen, en het gelijkaardig inkomen van de personen die met zijn onderhoud belast zijn of die erin voorzien, de hierna vermelde maximumbedragen niet overschrijden;

1° Voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs :

— BF 204 000, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;

— BF 328 400, indien er één persoon ten laste is;

— BF 428 400, indien er twee personen ten laste zijn;

— BF 520 200, indien er drie personen ten laste zijn;

— BF 601 800, indien er vier personen ten laste zijn;

— BF 873 200, indien er vijf personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met BF 71 400 verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

2° Voor de 3e, 4e, 5e, 6e en 7e jaren die voor het hoger onderwijs voorbereiden :

— BF 285 600, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;

— BF 489 600, indien er één persoon ten laste is;

— BF 652 800, indien er twee personen ten laste zijn;

— BF 805 800, indien er drie personen ten laste zijn;

— BF 948 600, indien er vier personen ten laste zijn;

— BF 1 081 200, indien er vijf personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met BF 132 600 verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

3° Voor de andere studieniveaus bedoeld in artikel 1 van het bovenbedoelde decreet van 7 november 1983, met inbegrip van het aanvullend secundair beroepsonderwijs :

— BF 333 000, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;

— BF 541 100, indien er één persoon ten laste is;

— BF 707 500, indien er twee personen ten laste zijn;

— BF 863 600, indien er drie personen ten laste zijn;

— BF 1 009 200, indien er vier personen ten laste zijn;

— BF 1 144 500, indien er vijf personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met BF 135 300 verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

§ 2. De maximumbedragen van de toelagen zijn de volgende :

- a) voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs :
- BF 10 200, voor de externe leerlingen;
 - BF 22 800, voor de interne leerlingen;
- b) voor de 3e en 4e jaren van het secundair onderwijs :
- BF 11 400, voor de externe leerlingen;
 - BF 27 900, voor de interne leerlingen;
- c) voor de 5e, 6e, 7e jaren van het secundair onderwijs en de jaren die voor het hoger onderwijs voorbereiden :
- BF 12 700, voor de externe leerlingen;
 - BF 32 900, voor de interne leerlingen;
- d) voor het aanvullend secundair beroepsonderwijs :
- BF 36 300, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
 - BF 48 400, voor de externe studenten voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
 - BF 84 700, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
 - BF 98 800, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- e) voor het hoger onderwijs :
- BF 61 500, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
 - BF 77 000, voor de externe studenten voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
 - BF 112 000, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
 - BF 127 000, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden.

§ 3. 1^o De hierboven vermelde maximumbedragen worden slechts toegekend ingeval de referentieinkomens de volgende minimumbedragen niet overschrijden :

- BF 65 000, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;
- BF 105 000, indien er één persoon ten laste is;
- BF 140 000, indien er twee personen ten laste zijn;
- BF 170 000, indien er drie personen ten laste zijn, waarbij dit bedrag met BF 30 000 verhoogd wordt elke bijkomende persoon, ten laste, vanaf de vierde.

2^o Wanneer de referentieinkomens lager zijn dan de helft van de bedragen die in 1^o hierboven vermeld zijn, wordt een bijzondere toelage toegekend, ten belope van :

- BF 16 500, voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs, welk het gevolgde studiejaar ook is;
- BF 44 000, voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs, welk het gevolgde studiejaar ook is;
- BF 55 000, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 66 000, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie deze toelagen uitbetaald worden;
- BF 99 000, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 110 000, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- BF 82 000, voor de externe studenten van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 92 000, voor de externe studenten van het hoger onderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- BF 132 000, voor de interne studenten van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- BF 143 000, voor de interne studenten van het hoger onderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden.

3^o Indien de referentieinkomens een bedrag uitmaken dat gelegen is tussen het in § 1, 1^o, 2^o en 3^o vermelde maximum en het in 1^o van § 3 vermelde minimum, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld door het maximumbedrag dat gebaseerd is op de toestand van de kandidaat met een coëfficiënt K te voorzien die verkregen wordt door het minimumbedrag te delen door de referentieinkomens; de coëfficiënt K wordt tot de 2e decimaal afgerond.

De bedragen van deze toelagen die door deze methode bepaald zijn, worden afgerond tot het hogere honderdtal voor het secundair onderwijs en het hoger onderwijs..

Art. 2. De bedragen die in artikel 1 en in artikel 7, § 2 van dit besluit vermeld zijn, zijn geldig vanaf het school- of academiejaar 1990-1991.

Art. 3. Voor de berekening van de studietoelagen voor hoger onderwijs, wordt het aantal personen ten laste vermeerderd met zoveel eenheden als het studenten omvat die regelmatig ingeschreven zijn in het hoger onderwijs, voor het in aanmerking genomen academiejaar, behalve de kandidaat.

Art. 4. Behalve voor de gevallen die onder de toepassing van de hierna vermelde artikelen 5 en 6 vallen, zijn de in artikel 1 vermelde referentieinkomens die van het voorlaatste kalenderjaar dat aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat.

Indien dit inkomen niet bekend is na het verstrijken van de termijn die vastgesteld is voor de indiening van de aanvragen, wordt rekening gehouden met dit van het jaar vóór het voorlaatste jaar dat aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat.

Art. 5. § 1. Indien de kandidaat verklaart alleen in zijn onderhoud te voorzien, kan het referentieinkomen beperkt worden tot zijn eigen inkomen, indien hij over een bedrijfsinkomen en/of vervangingsinkomen heeft beschikt, beschikt of zal beschikken :

1^o ofwel tijdens het kalenderjaar dat aan het jaar van de aanvraag voorafgaat alsook tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag;

2° ofwel tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag alsook tijdens het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar. Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomens mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentiejaren.

§ 2. Indien niemand in het onderhoud van de betrokkene voorziet, gelden de in § 1 van dit artikel bepaalde voorwaarden niet :

- a) voor de vaderloze of moederloze wees;
- b) voor de kandidaat wiens ouders of overlevende ouder van de ouderlijke macht ontzet zijn;
- c) voor de kandidaat die ingevolge zijn meerderjarigheid niet meer volledig ten laste is van een O.C.M.W., een jeugdbeschermingscomité of een jeugdrechtbank;
- d) voor de kandidaat die als politieke vluchteling is erkend door de afvaardiging in België van het Hoog Commissariaat voor de vluchtelingen van de Verenigde Naties;
- e) voor de kandidaat die na de echtscheiding van zijn ouders, alleen in zijn onderhoud moet voorzien, voor zover de echtscheiding werd uitgesproken binnen de twee kalenderjaren aan het jaar van de aanvraag om toelage voorafgaan.

In deze gevallen moet de kandidaat of, als hij minderjarig is, zijn wettelijke vertegenwoordiger, bij de aanvraag om toelage een schriftelijke verklaring, met gelegaliseerde handtekening, voegen, waarin hij op zijn erewoord getuigt dat niemand, tijdens het in aanmerking genomen school- of academiejaar, geheel of gedeeltelijk in het onderhoud van de kandidaat zal voorzien.

§ 3. De echtgenoot/echtgenote kan worden beschouwd als de persoon die in het onderhoud van de kandidaat voorziet, voor zover het huwelijk vóór 1 november van het in aanmerking genomen jaar werd aangegaan.

Het referentieinkomen kan tot zijn/haar eigen inkomens worden beperkt, indien hij/zij over een bedrijfsinkomen en/of een vervangingsinkomen heeft beschikt, beschikt of zal beschikken :

1. ofwel tijdens het kalenderjaar dat aan het jaar van de aanvraag voorafgaat alsook tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag;

2. ofwel tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag alsook tijdens het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen school- of academiejaar.

Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomens mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentiejaren.

§ 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 4 van dit besluit, wordt rekening gehouden :

1. met het inkomen van het kalenderjaar tijdens hetwelk het school- of academiejaar begint dat in aanmerking wordt genomen, voor de toepassing van de §§ 1 en 3 van dit artikel;

2. met het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het school- of academiejaar dat in aanmerking wordt genomen, voor de toepassing van § 2 van dit artikel.

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van artikel 4 van dit besluit, kan, in het belang van de kandidaat, rekening worden gehouden met de volgende elementen :

A. Voor de studies in het secundair onderwijs en het hoger onderwijs :

1. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het overlijden, de oppensioenstelling, het onvrijwillige brupensioen, de echtscheiding of de feitelijke scheiding sedert ten minste één jaar op 31 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of erin voorziet (voorzien), dient het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het in aanmerking genomen school- of academiejaar als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Met deze nieuwe toestand kan slechts rekening worden gehouden op voorwaarde dat die zich heeft voorgedaan gedurende het normaal in aanmerking te nemen kalenderjaar of later, met uiterlijk op 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar.

2. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het verlies van de hoofdbetrekking zonder dat een vergoeding wordt verleend, of ingevolge het ophouden van elke winstgevendende activiteit, met inbegrip van het faillissement dient het inkomen van het kalenderjaar gedurende hetwelk het in aanmerking genomen school- of academiejaar begint als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Deze hoofdbetrekking of deze activiteit moeten gedurende ten minste twee kalenderjaren zijn uitgeoefend op de datum van 1 januari die aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar voorafgaat. Met de nieuwe toestand kan echter alleen rekening worden gehouden op voorwaarde dat die zich heeft voorgedaan gedurende het normaal in aanmerking te nemen aanslagjaar of later, maar uiterlijk op 1 maart van het in aanmerking genomen school- of academiejaar.

3. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge een periode van werkloosheid of van ziekte tijdens welke een werkloosheidsuitkering of een door de ziekteverzekering verleende vergoeding werd toegekend gedurende minstens dertig opeenvolgende dagen, of wanneer het inkomen wordt verminderd voor de ambtenaren van de openbare diensten ingevolge een indisponibiliteitsstelling wegens ziekte, dient het inkomen van het kalenderjaar tijdens hetwelk het in aanmerking genomen school- of academiejaar begint als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage.

In geval van ziekte of werkloosheid kan echter met die bepaling alleen rekening gehouden worden op volgende voorwaarden :

a) wanneer 2 personen in het onderhoud van de kandidaat voorzien en beiden een bedrijfsinkomen genieten, dan moet elk van hen een periode van 30 opeenvolgende dagen ziekte of werkloosheid doorgemaakt hebben;

b) wanneer één van de twee personen die in het onderhoud van de kandidaat voorzien een bedrijfsinkomen geniet, dan moet de periode ziekte of werkloosheid 40 opeenvolgende dagen of 90 dagen voor het hele jaar geduurd hebben;

c) wanneer één persoon in het onderhoud van de kandidaat voorziet, dan moet de periode werkloosheid of ziekte 40 opeenvolgende dagen of 90 dagen voor het hele jaar geduurd hebben.

B. Bovendien, voor de studies in het hoger onderwijs :

dient het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het in aanmerking genomen academiejaar als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage, indien de kandidaat, tegelijk :

— minstens 25 jaar oud is op de datum vastgesteld voor de indiening van de aanvraag om studietoelage;

— minstens gedurende de twee volledige kalenderjaren die aan het begin van zijn studies voorafgaan, beschikt heeft over een bedrijfsinkomen en/of een vervangingsinkomen dat minstens gelijk is aan het minimum dat belastbaar is bij de personenbelasting;

— zich ertoe verbindt zijn beroepsactiviteiten te staken of te onderbreken voor de gehele duur van zijn studies.

Art. 7. § 1. Het bedrag van de inkomens wordt vastgesteld door middel van staten opgemaakt door de Administratie der directe belastingen.

§ 2. 1^o De bij toepassing van de artikelen 5 en 6 verleende toelage wordt eerst voorlopig toegekend. Ze bedraagt :

- BF 5 000, voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs;
- BF 12 000, voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs;
- BF 20 000, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsopleiding;
- BF 35 000, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsopleiding;
- BF 27 000, voor de externe studenten van het hoger onderwijs;
- BF 49 000, voor de interne studenten van het hoger onderwijs.

2^o Het definitieve bedrag zal worden vastgesteld nadat de inkomens van het jaar/de jaren dat/ die tot referentie moet/moeten dienen door de Administratie der directe belastingen zullen zijn nagezien.

§ 3. De inkomens die niet in België worden belast, worden in aanmerking genomen en vastgesteld door alle wettelijke middelen.

§ 4. Een voorlopige toelage kan worden toegekend in alle gevallen waar de referentieinkomens niet kunnen worden bekomen en waar deze leemte uitsluitend te wijten is aan de Administratie der directe belastingen of aan haar tegenhangster in het buitenland.

§ 5. Behalve in geval van overlijden, echtscheiding of scheiding, wordt geen voorlopige toelage toegekend wanneer de inkomens van het in artikel 4 van dit besluit bedoelde kalenderjaar hoger zijn dan 150 % van het in artikel 1 bepaalde toelaatbare maximum.

Art. 8. Onder bedrijfsinkomen en/of vervangingsinkomen dient te worden verstaan, voor de toepassing van de artikelen 5, §§ 1 en 3, en 6, B, het bedrag van het bedrijfsinkomen na aftrek van de bedrijfsuitgaven of bedrijfslasten, bedrijfsverliezen, van de uitgaven en verminderingen bedoeld in de artikelen 54 en 66 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 9. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1989 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage alsook de criteria die dienen tot de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, wordt opgeheven.

Art. 10. De Minister van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking vanaf het school- of academiejaar 1990-1991.

Brussel, 17 juli 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F 90 — 2775

**17 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires
ainsi que les conditions de leur octroi**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié le 31 mars 1988 et le 25 novembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études donné le 23 mai 1990;

Vu la délibération de l'Exécutif du 18 juillet 1990;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

Arrêtons :

Article 1^{er}. 1^o Les demandes d'allocations d'études secondaires, établies au moyen de formules dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'octroi des allocations et prêts d'études dans ses attributions, doivent être adressées :

a) au Service des allocations d'études secondaires de la Province où est situé l'établissement que le candidat fréquentera pendant l'année scolaire pour laquelle l'allocation est sollicitée;

b) au Service des allocations d'études secondaires de la Province du Brabant, s'il s'agit de candidats poursuivant leurs études à l'étranger.

Ces demandes doivent parvenir au plus tard le 15 octobre de l'année scolaire pour laquelle l'allocation est sollicitée, sauf cas de force majeure définis au 2^o du présent article.

2^o Sont reconnues comme procédant d'un cas de force majeure les demandes dont le retard d'introduction est justifié par l'un des motifs énoncés ci-après :

a) le décès de la (de l'une des) personne(s) qui pourvoit(en)t à l'entretien du candidat ou en a (ont) la charge;

b) l'hospitalisation d'une durée de trente jours consécutifs au moins de la (de l'une des) personne(s) qui pourvoit(en)t à l'entretien du candidat ou en a (ont) la charge;